



**F.S.U.66**

**FEDERATION SYNDICALE UNITAIRE**

Bulletin trimestriel de la Section des Pyrénées Orientales de la Fédération Syndicale Unitaire  
**Enseignement, Éducation, Recherche, Culture, Justice, Formation, Insertion**

*Janvier, février, mars 2020 n°106*

## **EDITO :**

# **Un mouvement social exceptionnel**

La mobilisation demeure et la détermination est toujours présente après plus de trois mois de manifestations et actions.

Le projet de système par points représente un recul pour les droits à la retraite de toutes les générations et particulièrement des jeunes. Le refus de ce projet est là et ancré parmi les personnels, parmi les salarié-e-s du privé comme du public.

Le gouvernement s'obstine alors qu'il est incapable de fournir une évaluation sincère sur l'impact financier et de lever les incertitudes sur le montant des pensions et l'âge de départ à la retraite. Ce qu'a souligné sévèrement le Conseil d'Etat.

Les propositions de revalorisation émises par notre ministre font sourire tant elles semblent dérisoires et peu à même de régler la perte mécanique que fait subir aux pensions l'abandon des six derniers mois. C'est vrai pour les enseignantes et enseignants, mais c'est aussi vrai pour tous les fonctionnaires peu primés. De plus cette pseudo revalorisation masque mal la volonté d'alourdir et dégrader les services.

D'autre part, les débats à l'assemblée confirment que l'âge d'équilibre, clé de voûte de leur système, conduira à imposer un départ à 65 ans et au-delà.

Depuis le 5 décembre, des milliers de personnes se sont retrouvées dans les rues de Perpignan à chaque appel à manifestation.

Dans un cadre intersyndical jamais ébranlé, la demande du retrait de cette réforme est portée dans la rue. Depuis le début des débats à l'assemblée nationale, ce retrait est également porté dans l'hémicycle par des

milliers d'amendements auxquels le gouvernement et les députés de la majorité présente ne savent pas faire face, si ce n'est en perdant leurs nerfs et en brandissant le 49.3.

Un projet préparé durant deux ans par un commissaire aux 13 omissions qui aujourd'hui n'est plus là !

Un projet que devait défendre une ministre qui en plein débat est missionnée pour faire campagne à Paris et qui n'est plus là non plus !

Un ministre de l'Education nationale qui est pris en flagrant délit de mensonge par le Conseil d'Etat sur la loi de programmation pour les salaires enseignants !

Des députés qui votent en faveur d'un article dont ils connaissent son inconstitutionnalité !

Tout cela aurait des airs de farce si les enjeux n'étaient pas considérables.

Cette réforme très idéologique veut en finir avec notre modèle social. Ce gouvernement fait peu de cas du débat démocratique en présentant un projet incomplet et mensonger et ce dans une urgence parlementaire que rien ne justifie.

Jusqu'où ira ce gouvernement, jusqu'où devons-nous aller ?

**Ce combat-là, nous ne le perdrons pas !**



**Jean Paul BAREIL ,**  
Secrétaire départemental de la FSU 66

# TROIS MOIS DE MOBILISATIONS EN IMAGES !



Le 5 décembre 2019 , une énorme mobilisation avec des taux de grévistes partout supérieurs à 50% ! (+ de 15000 manifestants)

10, 12, 17 décembre (17000 Manifestants)

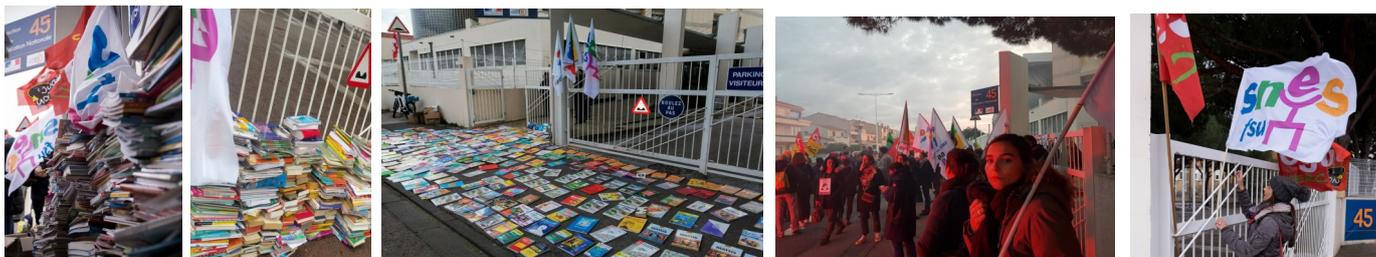
9, 14, 16, 24, 29 janvier . 6, 20 février ...

15 et 30 janvier retraites aux flambeaux contre nos retraites en lambeaux, avec la présence de Martinez et le vin chaud de la FSU.



Une grande journée de grève interprofessionnelle et de manifestations ...

## Poursuivre les actions sans relâche, sous toutes les formes décidées localement.



Les travailleuses et les travailleurs ne baisseront pas les bras aussi longtemps que le gouvernement ne retirera pas son projet.

Parce qu'elles contestent le cadrage gouvernemental imposé pour la conférence de l'équilibre et du financement, les organisations syndicales tiendront leur propre conférence sur le système de retraite. Lors de cet événement, des experts et des économistes interviendront pour un vrai débat contradictoire sans lettre de cadrage ! Cette initiative sera

déclinée sur tout le territoire le 24 mars.

### Mobilisé-e-s tant qu'il le faudra !

Les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires, dénoncent toutes les inégalités subies par les femmes aggravées par le projet de réforme des retraites. Elles appellent à s'inscrire et organiser des actions et manifestations pour l'égalité tout au long de la vie entre les femmes et les hommes lors de la journée internationale de lutte pour les droits des femmes le 8 mars .



### Construire une nouvelle grande mobilisation interprofessionnelle le mardi 31 mars !



... dans tout le pays, le mardi 31 mars pour faire échec à ce projet de loi.

## Non à l'expulsion de nos élèves !

La FSU a appris avec stupeur et colère l'expulsion d'élèves scolarisés dans notre département et les menaces qui pèsent sur d'autres. Ces élèves, dont certains préparaient les premières épreuves du baccalauréat, suivaient leur scolarité avec sérieux et assiduité. En lieu et place, ils ont été expulsés du territoire français et renvoyés en Albanie leur pays d'origine avec une extrême rapidité. La FSU témoigne ici sa solidarité envers ces élèves et leurs familles et son indignation contre ce scandaleux procédé. L'école de la République doit rester un sanctuaire permettant aux élèves de toute origine de poursuivre leurs études dans les meilleures conditions possibles. Nous demandons au Préfet,

représentant de l'Etat, de tout mettre en œuvre pour le retour de nos élèves afin de leur permettre de continuer leur scolarité en France dans la sérénité.

Marc Moliner



## Un citoyen éclairé en vaut deux !

Nous courons le risque de nous retrouver dans quelques semaines avec un maire d'extrême droite à Perpignan... Les médias nationaux en font des tonnes en traitant la chose avec une attitude complètement paradoxale : ce serait une première ville de plus de 100 000 habitants à basculer dans l'escarcelle du Front National, rebaptisé Rassemblement, mais ce serait logique et sans doute pas une catastrophe, à voir ce qui se passe ailleurs, autour du pourtour méditerranéen, à Béziers et ailleurs, ces gens-là savent faire ... semblant de respecter la démocratie et de mettre momentanément et apparemment sous le coude leur racisme et leur xénophobie, leur haine de la liberté, de la démocratie, du rouge. Et puis l'équipe est dirigée par un gentil garçon ... qui s'est employé à faire oublier le rôle qu'il a tenu auprès de Le Pen le père, puis de sa fille, pour jouer les notables et occuper, en se faisant le plus souvent oublier, les fonctions que le suffrage universel a pu malheureusement lui donner. Il est entouré de notables

locaux, pas nécessairement engagés, qui y croient ou font semblant.

En face la situation est quelque peu surréaliste : la droite qui gère la ville depuis des décennies en usant et abusant de tous les artifices pour conserver le pouvoir, en misant sur l'absence d'ambition pour la cité dont aucun des atouts n'est valorisé, se déchire, éclate et multiplie les candidats. Empêcher la dérive fascisante ne semble pas les concerner.

La gauche qui au vu des sondages aurait pu faire jeu égal avec les autres forces en présence n'a pas su, voulu, tenté de saisir sa chance de proposer une démarche unitaire et pluraliste en dépit de la volonté citoyenne qui l'anime et de programmes relativement proches. Il ne nous appartient pas de distribuer les bons ou mauvais points. Mais de réagir face à une situation qu'aucun Perpignanaise attaché à la démocratie, à la justice, à la solidarité, à la tolérance ne peut envisager sans craintes sérieuses pour ses valeurs et pour son avenir.

En alertant sur l'impérieuse nécessité de convaincre les électeurs du FN qu'ils se trompent !

En rappelant que les dérives fascistes commencent toujours de la même façon en se donnant les apparences de l'honorabilité, de l'efficacité et de la légitimité démocratique !

En soulignant qu'après il est souvent trop tard, les masques sont tombés et les turpitudes et les souffrances qui vont avec peuvent proliférer !

Remémorons-nous les enseignements de l'histoire la plus récente de pays voisins qui ont perdu leur liberté, Espagne, Allemagne, Italie et de ce qu'ils ont subi et fait subir.

Notre seul souci est de rejeter, ici, comme ailleurs, dans les poubelles de l'histoire, ceux qui n'auraient dû jamais en sortir.

C'est la tâche de tout citoyen digne de ce nom !

Jean-Marie PHILIBERT

## **ELECTIONS MUNICIPALES À PERPIGNAN**

Les personnels et étudiants de l'UPVD, réunis en Assemblées Générales les 4, 11 & 24 février, ont pris position contre la future Loi de Programmation Pluriannuelle de la Recherche (LPPR).

Ils dénoncent la dégradation continue de leurs conditions de travail, d'enseignement supérieur et de recherche (ESR), qui sont les conséquences directes des sous-effectifs structurels des emplois statutaires et du recours massif aux vacataires précarisés, de l'augmentation massive des tâches administratives, de la réduction des financements récurrents de la recherche à laquelle ils ont de moins en moins de temps à consacrer, des déséquilibres que font peser les financements par appel à projets sur des équipes motivées, mais découragées.

Ils regrettent le défaut de concertation élargie auprès des acteurs de terrain de l'ESR et l'absence d'intégration de sa diversité dans la préparation de la LPPR. Si cette loi suit les recommandations des rapports issus des groupes de travail, elle ne fera qu'amplifier une situation déjà insoutenable.

Ils dénoncent le recours à des modes de financement qui installent une concurrence malsaine et contre-productive entre les équipes de recherche et entre les établissements. Le financement d'une recherche publique ambitieuse, neutre et de qualité ne peut pas reposer sur des critères de performance, en particulier évalués à court terme. Les enseignants-chercheurs (EC) doivent retrouver du temps à consacrer à la recherche et non en perdre à chercher d'hypothétiques financements.

Ces mesures se feront ainsi au détriment des petites universités, structurellement sous dotées et éloignées des centres de décisions, comme l'Université de Perpignan, qui ne pourront pas concurrencer les « pôles d'excellence » bénéficiant, eux, de hausse des dotations. Nos étudiant-e-s, dont plus de 40 % sont boursier-e-s, ne pourront qu'être pénalisés par cette mise en concurrence des universités, par la dégradation mécanique de la qualité de l'enseignement et par la pression accrue sur les personnels.

La modulation de service, à présent envisagée sans l'accord des intéressés, est une remise en cause insupportable du statut d'EC, qui contribuera à mettre en place un système de pouvoir et de soumission en totale contradiction avec l'esprit même du métier. La fin

de la collégialité de l'évaluation des carrières par les pairs ouvrira aussi la porte aux dérives localistes.

Cette loi accentuera de plus la précarisation massive des jeunes chercheurs, aggravant un contexte déjà insoutenable, loin de l'annonce du gouvernement d'une « revalorisation des salaires. » Couplée à la réforme des retraites qui entraînerait une baisse incontestable des pensions, la précarisation des métiers de l'ESR est en totale contradiction avec l'objectif affiché « d'attractivité. »

Les personnels et étudiants de l'Université de Perpignan dénoncent ainsi fermement le projet de LPPR et revendiquent le droit de travailler pour un véritable service public de qualité d'enseignement supérieur et de recherche. Ils s'associent ainsi aux motions qui ont déjà été votées dans d'autres structures de l'ESR et se joignent aux luttes contre les réformes actuelles qui visent à démanteler l'État social. Ils appellent à une amplification du mouvement afin de contraindre le ministère à un moratoire sur la préparation de cette loi, en exigeant une véritable concertation, large, contradictoire et ouverte à tou-te-s.

**Dans ce contexte délétère, alors que la présidence actuelle de l'UPVD, héritière de la précédente, qui a toujours mis en œuvre, sans sourciller, les réformes successives et qui souhaiterait reprendre la gouvernance pour 4 ans de plus, la section du SNESUP-FSU de l'UPVD s'engage, quant à elle, auprès de l'équipe portée par Hervé BLANCHARD dans la perspective des élections aux conseils centraux de l'UPVD du 2 avril prochain : une nouvelle gouvernance est nécessaire pour rompre avec la verticalité autoritaire que l'ensemble des personnels subissent, en s'appuyant sur les besoins et projets des laboratoires et composantes, en se recentrant sur le cœur de nos missions premières : bref, pour une autre présidence qui restaure collégialité, démocratie et défense effective du service public.**

Le SNESUP-FSU de l'UPVD



**Elections UPVD : Pour suivre la campagne électorale :**  
<https://ensembleautrement.wordpress.com/>

## Décembre 2019 : Une VICTOIRE sans appel pour le SNU Pôle Emploi

Les élections professionnelles qui se sont déroulées, pour la première fois, par voie électronique fin novembre et début décembre à Pôle emploi ont connu une forte baisse (- 6 points) de la participation par rapport au précédent scrutin de 2016. Et malgré le soin mis par la DG pour pousser d'autres organisations syndicales plus conciliantes en tête du scrutin 1 agent sur 3 en Occitanie a voté pour le SNU i.

### Une victoire du SNU occitanie

A l'issue d'une campagne difficile où l'établissement a clairement affiché ses préférences envers certaines organisations syndicales, le SNU a démontré sa capacité d'analyse et de sa combativité avec notamment un travail de terrain sans pareil largement récompensé.

Travail qui est allé de pair avec une communication auprès des groupes parlementaires à l'automne 2018 qui s'est traduit notamment par un arrêt des diminue- tions de postes pour les trois ans à venir acté dans le projet de loi de finances 2020.

En Occitanie nous avons assisté durant ce dernier mandat à une augmentation du nombre d'adhé- rents mais aussi du nombre de voix aux élections profes- sionnelles. Ainsi notre organisation syndicale est restée Tere de la Région avec 28,63 % des voix, la CFDT, se- conde en Occitanie, étant plus de 5 points derrière !

Ce qui s'est traduit régionalement pour le SNU par 7 postes sur 27 en CSE, les postes de titulaires au CSEEC (CSE central national), le secrétariat adjoint du CSE ré- gional, le secrétariat de la CSSCT (qui remplace désor- mais le CHSCT) et présidence de la commission ASC (oeuvres sociales)

Cette belle progression s'est retrouvée aussi dans les résultats nationaux.

Un recul national des syndicats complices. Avec une représentativité nationale calculée à 17,93 % le SNU devient la deuxième organisation syndicale de Pôle em-



professionnelles !

Gageons que cela soit de bonne augure pour les com- bats que nous menons et mènerons ensemble interpro-

avec 53,27 %, SNU, FO et CGT sont donc majoritaires dans la branche comme dans l'entreprise.

de la classification ou de l'égalité Homme-Femme.

interdira aux organisations syndicales proches de la di- rection de conclure des accords au rabais comme celui (SNU, FO et CGT) est repassé au-dessus des 50 %, ce qui dicales dites "contestataires" au sein de Pôle Emploi

effet, le score obtenu par les trois organisations syn- dicales dites "contestataires" au sein de Pôle Emploi

Un rapport de force favorable. Au-delà de la victoire du SNU, ce scrutin marque aussi un tournant dans les rela- tions sociales pour les quatre prochaines années. En

votants de leur base de calcul de représentativité. Cette dans le premier collège, excluant ainsi plus de 12 000 cadres leur permettant de ne pas présenter de listes

lèges accordés par la loi aux organisations syndicales de encore son épine du jeu et reste favorisée par les privi- tion, la CFTC, s'effondre également. Enfin, la CGC tire

rection Générale. L'autre principal soutien de la direc- auprès des agents sa trop grande proximité avec la Di- ploï juste derrière la CFDT qui perd des voix et paye

### « Ados sans frontières »

La constitution d'une association de parrainage de jeunes migrants isolés est l'aboutissement de plusieurs mois de réflexion et de discussions avec les services de l'Aide sociale à l'enfance (ASE) du conseil départe- mental qui a donné son aval à cette création. Dès la première assemblée générale, près de trente personnes

se sont engagées à parrainer un jeune migrant, prouvant, si besoin était, que la solidarité et la volonté d'agir ne sont pas des vains mots. Or lors d'une récente réunion avec les administratifs, il a été clairement dit aux représentants d'Ados sans fron- tières qu'il n'était pas question que l'ASE signe une convention avec la nouvelle association, vu que les Ap- prentis d'Autueil, avec qui l'ASE est en lien, propose déjà des « parrainages de proximité » (6 pour 254 mineurs, mais bon). Comme il est hors de question pour Ados sans frontières de renoncer, ils vont faire appel aux élus et rencontrer les Ap- prentis d'Autueil. On peut s'étonner quand-même de ce retournement, du déni de la volonté politique et du blocage de l'institution. A suivre.

Anne-Marie Delcamp

### Dispense de timbrage - Routage 206 - PPDC PERPIGNAN

FSU66 - Bulletin trimestriel de la Section départementale de la Fédération Syndicale Unitaire - 18 rue Condorcet - 66000 PERPIGNAN Tél. 04.68.66.68.29 e-mail: fsu66@fsu.fr http://fsu66.asso.st  
Directeur de la Publication: G. RAYNAL Imprimé par DS Imprimerie CPPAP: 0721 S 06469 ISSN en cours

## Indemnisation du chômage, une catastrophe sociale annoncée

**Le gouvernement continue de faire peser la responsabilité sur le dos des chômeurs**

**Billé du chômage sur le dos des chômeurs**

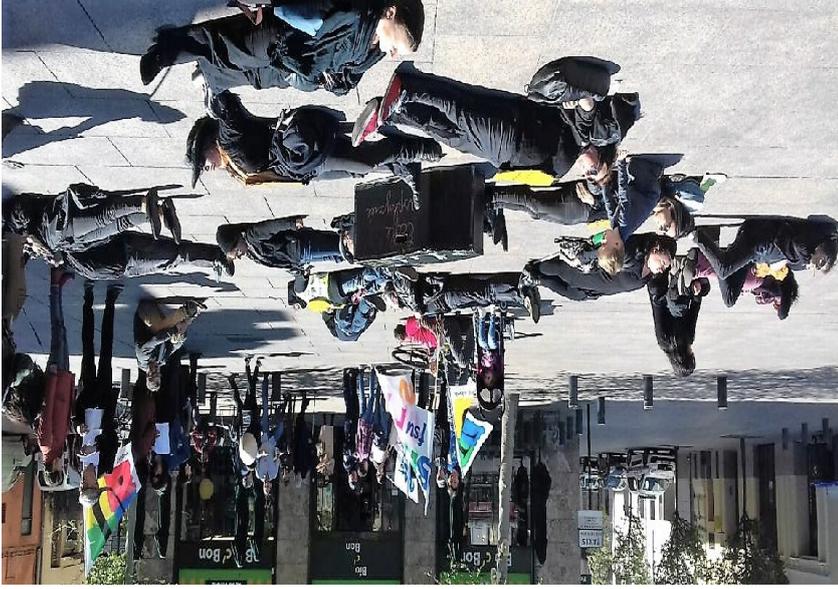
Le 18 juin, le gouvernement annonçait son projet de réforme relative à l'indemnisation des chômeurs. Sans surprise, les mesures prévues excluent toujours plus de précaires et fait peser les économies budgétaires sur le dos des plus démunis-e-s.

En février 2019, la négociation des partenaires sociaux concernant la définition d'une nouvelle convention relative à l'assurance chômage aboutissait à un échec prévisible. Dialogue de sourds entre patrons et syndicats, contraintes budgétaires définies par la lettre de cadrage du gouvernement, calendrier biaisé, tout était réuni pour faire échouer ces négociations. Le 22 février 2019, le gouvernement a donc repris la main. Et il a

patiemment attendu le mois de juin, soit après les élections européennes, pour, le 18 juin, présenter son projet de réforme de l'assurance chômage.

### Catastrophe sociale

Comme on pouvait s'y attendre, les nouvelles règles annoncent déjà une véritable catastrophe sociale. Surtout, elles sont caractéristiques des politiques de l'emploi poursuivies par les gouvernements successifs depuis plus de trente ans et qui ont donc eu largement le temps de démontrer leur totale inefficacité. Quelles sont les mesures phares de ce projet ? Les conditions d'accès à l'assurance chômage sont rendues plus diffi-



Il faut les arguments du gouvernement se résument à deux thèmes, toujours les mêmes : il faut réduire la dette de l'Unédic, et les modalités d'indemnisation actuelles de l'assurance chômage plus de 300 000 salarié-e-s parmi les plus précaires. Les règles de cumul vont être modifiées. Comme Édouard Philippe l'a rappelé lors de son discours de politique générale, mercredi 12 juin à l'Assemblée nationale, le gouvernement entend mettre fin à des « situations où le montant de l'allocation mensuelle du chômage est supérieur au salaire mensuel moyen perçu ». Ce constat résulte d'une étude commandée à l'Unédic dont les sources restent – bien entendu – confidentielles et qui concernerait 20 % des demandeurs qui bénéficient du

par les chômeurs et précaires. C'est bien évidemment une arnaque intellectuelle qui annonçait en réalité la volonté de revenir sur les règles de calcul des allocations. Et en effet, la réforme prévoit de baisser les allocations mensuelles en prenant en compte l'intensité du travail et des allocations en cas de cumul. Ces règles vont évidemment toucher les salarié-e-s les plus précaires qui enchaînent les contrats courts et les temps partiels. Quant à la durée de travail nécessaire pour qu'un chômeur puisse recharger ses droits, elle va être alignée sur la nouvelle durée d'affiliation, passant d'un à six mois. Cela revient pratiquement à annuler le principe même de rechargement des droits.

### Un rechargement quasi caduc

Mais diable, pourquoi tant de haine ?



# FEDERATION SYNDICALE UNITAIRE

Bulletin trimestriel de la Section des Pyrénées Orientales de la Fédération Syndicale Unitaire

**Enseignement, Éducation, Recherche, Culture, Justice, Formation, Insertion**

*Octobre, novembre, décembre 2019 n° 105*

Dès le 5 décembre, et dans les jours qui ont suivi, la mobilisation contre la réforme des retraites a été massive. C'est ce qui a motivé de diffuser la publication du numéro 105 et cela explique pourquoi le journal que vous avez en main est un numéro double..

Ironie du sort, aujourd'hui, au moment du bouclage, le Premier ministre vient d'annoncer l'utilisation du 49.3. Les jours qui viennent vont certainement voir s'exprimer de nombreux mécontentements, devant l'attitude d'un gouvernement qui multiplie les violences, déjà contre les manifestants et maintenant contre la représentation nationale.

## Un congrès de lutte ancré dans le mouvement social !

Le jeudi 21 et le vendredi 22 toriales, dans le privé comme dans le novembre s'est tenu le congrès de public, toutes les colères se sont exprimées à l'occasion de cette journée parlementaire de la FSU 66. A cette occasion a laissé le poste de secrétaire départemental à traiter. Cette réforme condensant Jean-Paul Bareil, précédemment se par sa nature toutes les menaces qui crétaire adjoint, cette fonction ont pour objectif d'en finir avec notre contrat social et qui remettent en cause les solidarités, les services publics et le progrès social. Au lendemain de cette mobilisation exceptionnelle, dans un contexte ou des grèves reconductibles s'installent, le congrès national de la FSU, qui s'est tenu à Clermont-Ferrand du 9 au 13 décembre, a été particulièrement attentif à l'évolution du mouvement. En manifestation dans les rues de Clermont, comme lors de leur travail en plénière ou en ateliers, les délégués ont été en contact permanent avec ce qui se passait dans les départements. Un congrès en prise directe avec la contestation sociale, théorie et pratique confrontées, voilà qui restera un moment particulier pour les trois délégués des Pyrénées Orientales. Ce congrès a également été celui du passage de témoin entre la gestion libérale provoquée dans notre société. De l'hôpital à la justice, de l'école aux collectivités territoriales, de l'écologie aux collectivités territoriales.



La délégation des P.O. : Raymond BOT  
Jean Paul BAREIL  
Marc MOLINER

